



Manifeste de la finance verte et transparente

Mise à jour : 01/06/2022

Chapitre I – Le coût de la réglementation

Concurrence imparfaite

Le marché de la gestion d'actif en France est en situation de concurrence imparfaite. L'autorité des marchés financiers recense 657 sociétés de gestion qui gèrent 4110 Milliards encours en 2019¹. Les 4 plus grosses sociétés gèrent plus de la moitié de ces encours.

Le poids de la réglementation

Les sociétés sont soumises aux mêmes réglementations et à la production de reportings obligatoires.

Le tableau ci-dessous donne le détail des reportings à produire pour répondre aux réglementations Solvency II, MiFID, PRIIPS, SFDR.

¹ Chiffres clés 2019 de la gestion d'actifs – AMF - https://www.amf-france.org/sites/default/files/private/2021-04/compilation-des-chiffres-cles-2019-de-la-gestion-dactifs_modif-mise-en-page.pdf

Tableau – les reportings pour les réglementations Solvency II, MiFID, PRIIPS, SFDR

Réglementation	Nom du fichier	Version	Nombre de colonnes
Solvency II	Tripartite Template (TPT)	V6.0	141
MiFID	European MiFID Template (EMT)	V4.0	94
PRIIPS	European PRIIPS Template (EPT)	V2.0	124
SFDR	European ESG Template (EET)	V1.0	580
			Total : 939

Il existe d'autres rapports à produire comme le Document d'Information Clés pour l'Investisseur (DICI), le prospectus, le rapport mensuel et le rapport annuel, le rapport MMF, AIFM et bien d'autres. Des reportings à livrer parfois dans des formats ésotériques (e.g. fichiers XML à envoyer par SFTP (Secured File transfer protocol)).

Le coût de la donnée

Les sociétés de gestion souscrivent des licences auprès de fournisseurs de données pour accéder à des données (souvent publiques) pour produire ces reportings et satisfaire à la réglementation. Le coût des licences est élevé (des dizaines de milliers d'euros par utilisateur) et le choix des fournisseurs, qui sont en situation d'oligopole, est restreint.

Conclusion

La réglementation est indispensable pour que l'industrie de la gestion d'actifs soit responsable, transparente, verte ; pour éviter les scandales financiers et extra-financier du passé, les prévenir et protéger les travailleurs de l'industrie et le client final. La réglementation se multiplie pour faire face aux enjeux comme la crise écologique, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Sensiblement, les coûts d'une société de gestion augmentent. Pour être profitable, les sociétés de gestion peuvent augmenter les frais de gestion payés par le client final qui voit sa performance diminuée. Une autre alternative pour les sociétés est de fusionner, ce qui entrave à la concurrence. Des structures gèrent des milliers de milliards d'euros d'encours et un risque systémique s'impose, too big to fail. Ces sociétés proposent des produits avec des frais de gestion moins élevés, les fonds de gestion passives qui reproduisent la performance des indices. La démocratisation de la gestion passive exclut les entreprises qui ne sont pas dans les indices de référence, elles sont moins échangées et leur liquidité diminue. De plus, la gestion passive est agnostique, elle n'est basée sur aucunes analyses. Elle peut investir dans des entreprises liées à des scandales financiers, environnementaux, sociaux, ou de gouvernance, pour la seule raison qu'elles appartiennent à l'indice de référence.

Toutes les parties prenantes de l'industrie de la gestion d'actif, analystes, assistants de gestion, back-office, chargés d'investissements, chargés de reportings, chefs de projets, clients, commerciaux, comptables, data manager, développeurs, gérants, juristes, middle-office, RCCI, responsables de gestion, peuvent répondre aux enjeux climatiques, rendre la gestion transparente pour proposer des produits au juste prix pour le client en étant profitable. L'analyse financière et la gestion d'actifs doivent rester plurielle, artisanale et en

concurrence pure et parfaite pour investir dans les entreprises qui sont les plus performantes selon des critères financiers et extra-financiers. La réglementation, qui protège, ne doit pas être une barrière à l'entrée et un poids pour les nouveaux entrants, les petites structures et l'ensemble de l'industrie, mais un processus automatique qui peut être mis en place avec la technologie que nous offre le XXIème siècle.

Chapitre II - Comment créer une industrie de la société de gestion d'actifs plurielle, transparente, verte et à moindre coût pour le client final ?

Création d'une société à mission

Les parties prenantes de l'industrie de la gestion d'actifs créent une société à mission, dont elles sont actionnaires. La société à mission d'intérêt public a pour objectif de façonner une industrie de la société de gestion plurielle, verte, transparente et au juste prix pour le client final.

Un projet numérique pour chacun

Les parties prenantes développent un outil informatique accessible par tous. Cet outil est composé d'une base de données publique où l'information est accessible par tous et des bases de données privées où l'accès est autorisé pour les ayants droit.

La **base de données publique** contient des informations publiques que l'on retrouve dans les rapports des entreprises, des autorités et des données que les

sociétés de gestions, les analystes et toutes les parties prenantes veulent partager.

La base de données publique peut être contribué et vérifiée par chaque partie à l'image d'une encyclopédie libre. La contribution à la base publique donne des crédits (des tokens basés sur le SafeCoin ou une autre blockchain plus performante en consommation d'énergie) au contributeur et à sa société.

Les crédits personnels peuvent être échangés avec une monnaie fiat ou des produits et services.

Les crédits des sociétés peuvent être utilisés pour acheter des applications sur la marketplace de la plateforme.

En parallèle de l'alimentation de la base par l'utilisateur, un outil de Web crawling couplé avec un outil de Web scrapping importe des données dans la base.

Les **bases de données privées**, accessibles par les utilisateurs ayant droits regroupent les informations que les sociétés et les utilisateurs ne souhaitent pas partager. Elles sont protégées à l'aide de chiffrement et inaccessibles aux personnes qui n'ont pas la clé d'accès. Les données privées peuvent être rendues publiques si la société le souhaite (e.g. diffusion du portefeuille avec 3 mois de décalage), la contribution rapporte des crédits.

La plateforme contient des applications de bases qui permet d'automatiser les processus de la société de gestion. Les reportings réglementaires à destination des régulateurs sont produits automatiquement et envoyés aux autorités compétentes dans les délais.

L'utilisation de la plateforme est facile pour chaque utilisateur. Elle ne demande pas de connaissance en développement informatique. Par exemple la

production des DICI, prospectus, rapports annuels, rapports mensuels se fait avec un système de drag and drop. L'utilisateur peut créer, modifier supprimer les rapports en faisant des copier/coller, déposer le logo de sa société choisir un graphique de répartition par secteurs ou par zone géographique, choisir la taille de police sans faire face à des problèmes de mise en forme Word, Excel ou des erreurs de compilation.

Les fichiers des valorisateurs sont automatiquement intégrés dans les bases de données privées avec un ETL.

La plateforme est livrée avec des applications de base disponible gratuitement et accessible par tous.

Les développeurs peuvent également créer des applications (e.g. modèle spécifique d'analyses de société, calcul du risque de défaut d'une société...) qui peuvent être partagées ou vendues sur la marketplace de la plateforme.

Les sociétés pourront télécharger ces applications et les acheter avec de la monnaie fiat ou avec les crédits qu'elles ont obtenus en contribuant à la plateforme.

Le projet comporte aussi un métavers qui permet la communication entre les parties. Dans cet espace virtuel, les sociétés seront proches de leurs clients en leur proposant des conférences ou des rencontres individuelles virtuelles. Les directions commerciales pourront regrouper et animer leur réseau dans le métavers. Les analystes pourront suivre les présentations des sociétés dans cet espace. Les gérants auront un affichage en 3 dimensions de leur portefeuille pour ne passer à côté d'informations essentielles.

Conclusion sur le projet numérique

Le projet numérique est une situation, où dans la théorie des jeux, l'équilibre de Nash est la contribution. Les individus et les sociétés sont récompensés s'ils contribuent au projet. La société de gestion pourra se concentrer sur ses métiers de bases, l'analyse, la gestion et la commercialisation de produits financiers, les métiers supports sont automatisés et réduits à un coût nul. Elle permet de supprimer les barrières à l'entrée et mettre les sociétés de gestion en situation de concurrence pure et parfaite. Les sociétés peuvent facilement communiquer avec ses clients qui ont accès à toute l'information financière. La transparence est la meilleure protection. Les données publiques accessibles par tous permettent de comprendre comment est investi son argent. Reste aux analystes, gérants et clients de sélectionner les sociétés qui sont les plus performances selon des critères financiers et extra-financiers grâce à l'information qui leur est offerte.

Albertine – Le temps retrouvé

<https://albertine.io/>

<https://www.linkedin.com/company/albertine-letempsretrouve/>